

Aff N°: C23052120

N° chrono: 2

Date: 03/07/24

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

INSA - aménagement et installation de gaz sur bâtiment BOURGES (18)

MAITRE D'OUVRAGE

INSA CENTRE VAL DE LOIRE
3 RUE DE LA CHOCOLATERIE
CS 23410
41000 BLOIS



apave

mission de confiance

Maître d'oeuvre

SEITH
Le César
Rue Jean Monnet
18570 LE SUBDRAY
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES
GERVAIS MARIE ALINE
11 Rue Macdonald
18000 BOURGES

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES
GERVAIS MARIE ALINE
11 Rue Macdonald
18000 BOURGES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	01/09/23	PGC établi : En cours de consultation des entreprises	1
2	Aucun	03/07/24	Nouvelle rédaction du PGC : Mise à jour des mesures collectives suite à la visite du site avec Mr Martin-Halaise (MOA) et Mr Terrand (SEITH)	2

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
Chute de hauteur de plus de 3 m.	<ul style="list-style-type: none"> ■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ... ■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2) ■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...
Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ... ■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ... ■ sols mouvants, fosses, silos, ...
Risques électriques : <ul style="list-style-type: none"> ■ contact avec des pièces nues sous- tension > à la TBT (50V. alternatif) ■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ rappels (alternatif) : HTA < 50 KV - HTB > 50 KV ■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension ■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués ■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ... ■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ... ■ travaux en façade d'immeuble
Retrait ou confinement d'amiante friable	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation ■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier ■ travaux de retrait avant démolition ■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...
Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)
Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ démolition totale ou partielle d'ouvrage ■ réhabilitation totale ou partielle
Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail ■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.
Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres	<ul style="list-style-type: none"> ■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.
Reprise en sous-œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre ■ voir article R.4534-26 du code du travail
Travaux exposant à des radiations ionisantes	<ul style="list-style-type: none"> ■ radiographies de soudures, rayons X, etc.
Risques de noyade	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...
Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ... ■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression > 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)
Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail
Usage d'explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux publics - démolitions d'immeubles
Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> ■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	7
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	9
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	14
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	17
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	17
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	20
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	20
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	20
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	21
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	22
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	23
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	29
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	29
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	31
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	31
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	33
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	33

7. ANNEXES	34
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	34
7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	38
7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	38
7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	38
7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	38

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

INSA - aménagement et installation de gaz sur bâtiment - BOURGES (18)

Descriptif de l'opération :

Aménagements, sécurisation de laboratoires et installations de gaz sur le bâtiment principal du Campus de Bourges.

Ce document a été établi après réception du DCE sans participation à la phase de conception, pour la consultation des entreprises. Le chantier se trouve dans un site occupé (établissement universitaire - ERP). En conséquence, un soin particulier sera apporté sur la neutralisation de chaque phase de travaux pour les tiers avec un ensemble de mesures mis en adéquation avec le site comprenant aussi son environnement le plus proche.

Nous rappelons que le positionnement l'INSA s'inscrit dans un site avec un ensemble de bâtiments universitaires, tertiaires et d'habitations compris orphelinat avec probables chantier(s) concomitant(s)

L'organisation de l'ensemble est décrite à la fois dans les pièces écrites de la Maîtrise d'œuvre ainsi que dans le présent document

Calendrier :

Date début des travaux : Mars 2025

Durée totale des travaux : 3,5 mois

Planning - Phasage de l'opération :

Le présent PGC fait suite au redémarrage du projet (affaire initiale 19870CEB2995600M)

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 6

Effectif pointe prévisible : 8

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre restreint

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux
- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr
- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
101	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonneurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Pour les accès à l'intérieur des bâtiments, des documents particuliers doivent être transmis au maître d'ouvrage. Le document à remplir sera joint au DCE</p>	Maître d'ouvrage Tous interv.		Durée chantier
36	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
37	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
77	<p>Identification des entreprises</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

9	<p><u>Port du badge</u></p> <p>Le port d'un badge nominatif est obligatoire sur le chantier. Prévoir sa fourniture et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier.</p> <p>La mise en application de l'Arrêté du 20 mars 2017 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel de la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics est une obligation réglementaire.</p>	Toutes entrep.	Durée chantier
38	<p>Utilisation du personnel intérimaire</p> <p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Toutes entrep.	Durée chantier
61	<p>Déclaration de sous-traitants</p> <p>Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p>	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
102	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale <u>Projet de plan d'installation de chantier</u> Préciser sur un plan d'installation de chantier : Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier, y compris pour les zones de stockages Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones interdites au survol de charges. Les zones de stockage par type de matériaux. Les zones réservées aux magasins et ateliers. Les zones de préfabrication. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires). même si ceux ci sont mis à disposition par le MOA Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution. La position des téléphones de secours et des points de rassemblement. La position des moyens de secours contre l'incendie.	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	CLOTURE DE CHANTIER Caractéristiques générales Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie: <ul style="list-style-type: none"> d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture. A mettre en place sur la zone stockage, et stationnement d'engins sur la partie gauche du parking existant au fond			
103	Entretien des clôtures Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	VRD	VRD	Durée chantier

PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES

Branchements provisoires

7

Electricité

L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.

Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.

Les documents suivants seront tenus sur le chantier :

- un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,
- le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant).
- les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux déficiences constatées dans les rapports précités

Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.

L'installation comprendra de façon distincte :

1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,
 2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.
 3. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.
- L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.

Téléphone, Fax

79

Utilisation de téléphone portable

Toutes entrep.

Toutes entrep.

Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

Eau

17

L'entreprise titulaire du lot fluides industriels devra mettre en place l'alimentation eau froide de la base vie et du chantier à partir d'un réseau existant dans l'INSA avec mise en place d'un compteur de chantier.

Les consommations seront réglées par le compte prorata

Réseau E.U

29

Raccorder les installations de chantier eu réseau EU

VRD

VRD

Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

Aires de chantier

Stockage, magasins

105

Mise en place d'une zone sur parking existant pour le stockage des matériels, et matériaux. l'ensemble à l'abris d'une clôture de chantier (voir prescriptions dans la rubrique connexe)

Parfaite restitution en fin d'opération.

VRD

Toutes entrep.

Avt arriv. Ent

18	Voies de circulations dans l'emprise du chantier <u>Voies praticables, drainées et éclairées</u> Utilisation de l'ensemble des voiries existant, dans et aux abords du site (voirie publique). Entretien et nettoyage constant de l'ensemble.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
106	Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier <u>A l'intérieur du chantier</u> Stationnement des véhicules des salariés en dehors de la zone chantier suivant respect du code de la route (voirie publique)	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
27	Branchements <u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u> Dans le cas d'utilisation prolongé d'électricité, la mise en place d'un coffret divisionnaire de chantier raccordé sur les installations de l'établissement L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.	VRD		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
ZONE DE CANTONNEMENT				
107	Gestion de cantonnement - Base vie La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier. <u>Le bâtiment existant situé à l'entrée du site (ancienne infirmerie) sera mis à disposition par le maître d'ouvrage. Il conviendra de l'équiper en conséquence si nécessaire (mise en place d'un réfrigérateur, de table et chaises en nombre suffisant, d'un micro onde, d'armoires vestiaires</u>	VRD	Toutes entrep.	Durée chantier
87	Installations communes de vie collective <u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.	VRD	Compte prorata	Durée chantier
39	<u>Réfectoire</u> Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.	VRD	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

108	Installations communes d'hygiène			
	<u>Sanitaires</u>			
	Un sanitaire sera mis à disposition par le maitre d'ouvrage dans l'ancienne infirmerie. Il conviendra de compléter l'installation avec un sanitaire autonome à installer à proximité de la zone en chantier (dans la zone de stockage par exemple)	VRD	Compte prorata	Durée chantier
	. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).			
	<u>Lavabos</u>			
89	Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à température réglable, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7du Code du travail).	VRD	Compte prorata	Durée chantier
80	Salle de réunion			
	Sans objet pour cette opération	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
19	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)			
	<u>Evacuation des ordures</u>			
	L'évacuation journalière des ordures ménagères sera à réaliser.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	Absence d'infirmerie			
	Compte-tenu des effectifs prévisibles, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier. Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.	Toutes entrep.		Durée chantier
58	NETTOYAGE DU CHANTIER			
	Chaque entreprise devra :	Toutes entrep.		Durée chantier
	<ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) 			
	Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.			
118	Nettoyage des zones d'intervention			
	les zones d'interventions à l'intérieur de l'établissement devront impérativement être nettoyer quotidiennement. De même qu'il conviendra de ne pas stocker de matériels, matériaux, et outils sans la présence d'un salarié	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
71	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT D.T. Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
20	D.I.C.T. Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.		Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
70	<u>Marquage - piquetage</u> Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
6	RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES Demande de mise hors tension Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : durée à préciser en fonction du planning prévisionnel et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116).	Chauffage - Ventilation - Plomberie	Chauffage - Ventilation - Plomberie	Avant interv.
75	Mise hors tension acceptée par l'exploitant <u>Attestation de mise hors tension</u> Une attestation écrite de mise hors tension du réseau électrique est obligatoirement signée et remise par l'entreprise au responsable de l'entreprise réalisant les travaux. Affichage obligatoire sur le site	Chauffage - Ventilation - Plomberie	Chauffage - Ventilation - Plomberie Toutes entrep.	Avant interv.
109	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Circulation routière Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires. la voie périphérique au bâtiment est une voie pompier. Il est impératif que cette voie reste praticable durant toutes les phases du chantier	VRD	Toutes entrep. VRD	Durée chantier

110	<p><u>Signalisation du chantier</u></p> <p>Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route <u>en amont et en aval du chantier</u></p>	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
46	<p>Circulation piétonne</p> <p>Des riverains,et différents tiers sont présents au droit du chantier.</p> <p>Dans le cas d'emprise de chantier sur la voirie pour des raisons d'organisation de chantier, prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES			
73	Conditions de circulation Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur et à proximité du chantier : <ul style="list-style-type: none"> respecter les limitations de vitesse imposées : 30 Km/h maximum au abords du site respecter la signalisation respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) respecter les priorités respecter les distances minimum de sécurité respecter le code de la route circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés ne pas circuler au point mort 	VRD	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
111	Séparation des voies de circulation <u>Séparateurs plastiques</u> Pour les interventions à réaliser notamment autour de la future zone de stockage gazs : Mettre en places des séparateurs plastiques Lester les séparateurs plastiques	VRD	VRD	Durée interv.
112	<u>Barrières</u> Pour toutes les interventions à réaliser sur les façades et en dehors des zones déjà matérialisées: Mettre en place des barrières de séparation entre les voies de circulation.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée interv.
59	Interférences <u>Avec les piétons</u> Dans le cas de travaux sur voirie, installer une déviation (amont - aval) pour faire traverser en sécurité les piétons et notre zone de chantier.	VRD	Toutes entrep.	Durée chantier

26	<p>Dénivelés de sols, trémies, regards, caniveaux...</p> <p>En cas d'interventions avec des nacelles ciseau ou équivalent (mise à pied d'œuvre de matériels et matériaux) - Mise en place d'échafaudage</p> <p>Avant de faire circuler un équipement PEMP sur les trottoirs et (ou) dallages, vérifier la compatibilité entre la charge maximum admissible sur le dallage et le poids de l'équipement de travail (cfs réglementation AIPR).</p> <p>Lorsqu'un équipement de travail (échafaudage roulant, PEMP, monte plaque, etc....) est amené à évoluer en rive, celle-ci sera munie en périphérie, d'un dispositif positionné et fixé en retrait par rapport au bord de la rive, capable de stopper les roues de l'équipement avant qu'il ne soit déséquilibré ou qu'il ne chute.</p> <p>Rédiger une consigne écrite à remettre à tous les conducteurs d'engins. La leur commenter.</p> <p>Pour tout autre support, mettre en place des obturateurs ou des tôles de résistance suffisante, fixés, sur les réservations, (les regards, les caniveaux, les tranchées).</p>	VRD	Toutes entrep.	Avant interv.
1	<p>Dégradation du terrain par engin de chantier</p> <p>En cas d'utilisation d'engins susceptibles de causer des dégradations aux voiries et/ou plateformes provisoires, prévoir les moyens propres à la préservation ou à la restitution des sols dans leur état initial. Toute entreprise qui utilisera des engins lourds, tel que grue automotrice, Manitou, etc., sur des zones où se trouvent des canalisations, des câbles, des ouvrages enterrés, sur des dallages ou des planchers d'ouvrages communiquera, pour accord préalable au Maître d'œuvre, les caractéristiques et les poids des engins avant intervention.</p>	VRD	Toutes entrep.	Durée chantier
72	<p>Sortie des véhicules du chantier</p> <p>Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier.</p> <p>En cas de salissure de la voie publique provenant des engins et véhicules de chantier, le nettoyage sera demandé à une entreprise spécialisée et mis à la charge de l'entreprise défaillante.</p>	VRD	Toutes entrep.	Durée chantier
68	<p>Protection mécanique d'ouvrage</p> <p>Protéger mécaniquement contre les heurts de véhicules ou engins de chantier, les ouvrages ou parties d'ouvrage, tel que : pieds de rack, angle de bâtiment, façade de bâtiment, mâts d'éclairage public, canalisations enterrées etc...</p>	VRD	Toutes entrep.	Durée chantier
62	<p>CIRCULATION DES PIETONS</p> <p>Fléchage, signalisation</p> <p>Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons.</p> <p>Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit.</p>	VRD	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
86	<p>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</p> <p>Fouilles - Tranchées</p> <p>Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m.</p> <p>Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.</p>	VRD	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

49	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Echafaudage commun Les échafaudages des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80) Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures. En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) . Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux. Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage: accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
84	Vérifications réglementaires : généralités Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 : <u>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</u> examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation. - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <u>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</u> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat
5	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention. Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise. Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle. L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

13	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
----	--	----------------	----------------	---------------

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
34	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage N'utiliser des engins pouvant entraîner des dégradations du sol qu'en cas de nécessité, les dégradations du sol devront être reprises au fur et à mesure. Tenir à disposition sur le site les autorisations de conduite.	VRD	Toutes entrep.	Durée chantier
54	Proximité de terrassement en excavation Interdire les appuis des engins de chantier en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définies dans les notices	VRD	Toutes entrep. VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
63	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnement Les entreprises devront préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à fournir pour toute livraison. Favoriser le stockage à l'avancement du chantier Désigner une personne pouvant être contactée pour la livraison et mise en place d'un "homme trafic"	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX			
57	Déchets industriels banals (DIB) A charge de chaque entreprise au fur et à mesure de l'avancement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
31	Déchets inertes (DI) A charge de chaque entreprise au fur et à mesure de l'avancement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
45	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
44	Maintenance des protections collectives Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier. Prévoir une passation de consigne avec le lot principal devant vous succéder au moment de votre départ effectif du chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
10	Enlèvement temporaire d'une protection collective Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

64 	Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces. Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux. L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation. Le danger sera signalé par tout moyen efficace. Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
24	UTILISATION DES ACCÈS TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GÉNÉRALES Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4 	UTILISATION DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GÉNÉRALES Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution. - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
60 	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
15 	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier

8	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation. Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.</p> <p>Respect de la procédure interne de l'établissement (permis feu)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX				
21	<p>Formation autorisation</p> <p>Au 1er janvier 2018, les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
90	<p>Techniques d'intervention</p> <p>L'entreprise adapte la technique de travaux en fonction de l'incertitude du positionnement de l'ouvrage existant (A,B,C). Ce choix tient compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> des prescriptions de distance à respecter selon la technique envisagée, du gabarit extérieur de l'outil de terrassement ou de découpe, de la précision de manœuvre de l'outil, des caractéristiques du sous-sol, de la distance d'approche. 	Toutes entrep. VRD	Toutes entrep.	Durée chantier
91	<p>Situation d'arrêt de travaux</p> <p>Dans le cas de découverte de réseaux non répertoriés, l'entreprise devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger, ainsi que tous travaux dans cette zone.</p>	VRD	Toutes entrep.	
92	<p>Endommagement ou suspicion d'endommagement d'un réseau</p> <p>En cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement, l'entreprise contactera l'exploitant du réseau concerné, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS. Elle appliquera la règle des 4A : ARRÊTER - ALERTE - AMÉNAGER - ACCUEILLIR</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
93	<p>Accessibilité aux affleurants</p> <p>L'accessibilité et le signalement de tous les affleurants (bouches à clé, regards, coffrets, etc) doivent être permanents pendant et après les travaux afin de permettre à l'exploitant d'intervenir sur les accessoires protégés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION				
83	Blindage Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
28	Talutage Taluter les fouilles.	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
76	Moyens d'évacuation rapide Mettre en place un moyen d'évacuation rapide permettant aux intervenants d'évacuer la fouille en cas de nécessité (échelle ou moyen équivalent)	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
113	Moyens de franchissement : piétons - véhicules Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules et notamment en tenant compte du fait que les travaux sont à réaliser sur une voie pompier	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
78	Moyens de protection contre les chutes dans la fouille Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PORT DES E.P.I.				
56	Port des EPI lors de travaux particuliers Utiliser lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, des protections individuelles, elles seront définies en fonction d'une analyse de risque préalable.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR				
42	Pose et dépose de protections collectives Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.



35 	Protections périphériques Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms Cette mesure s'applique pour les ouvrages suivants: <ul style="list-style-type: none"> • rive de plancher du R+1 et des trémies face à un vide • rive périphérique de charpente avant et après réalisation de la couverture et des éthanité • rive d'ouverture au droit des façades du bâtiment avant pose de menuiseries extérieures dont l'alège est inférieure à 1.10m • tout ouvertures sur planchers ou plateformes exposant les travailleurs à la chute de hauteur. <u>La mise en oeuvre et la dépose des protections collectives sera exécuté par des opérateurs disposant des équipements d'assurance de sécurité (collective et/ou individuelle) suivant les cas de figure.</u> <u>Ces mesures seront définis dans le PPSPS des entreprises concernées.</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
41	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP Consignes d'utilisation des PEMP Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice. - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
16 	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	Toutes entrep.		Durée chantier

33	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</p> <p>Echelles</p> <p>Il est rappelé aux entreprises que les échelles sont interdites en poste de travail, celles-ci doivent servir uniquement d'accès et répondre aux prescriptions suivantes: Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles. Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
81	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
82	<p>Localisation</p> <p>Mettre en adéquation l'échafaudage avec la nature et la position des travaux à réaliser, et faire effectuer sa vérification Procéder à la réception de l'échafaudage avant toute utilisation.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
48	<p>Préparation du sol</p> <p>Pour l'utilisation d'échafaudage : Faire effectuer le nivelage plan des abords de la construction et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage. Il est au choix de l'entreprise réalisatrice des travaux de bardage de définir son mode opératoire, Ce mode opératoire sera indiqué dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
22	<p>Ancrages</p> <p>Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
85	<p>Panneau d'identification</p> <p>Mettre en place le panneau réglementaire</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
69	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PLATE-FORMES SUSPENDUES</p> <p>L'installation, l'utilisation et le repli des plates-formes suspendues manuelles ou motorisées respecteront les dispositions de la recommandation R433 et du code du travail. L'entreprise ayant recours à ces équipements, veillera tout particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A la réalisation des vérifications réglementaires (mise et remise en service, périodiques) • A la formation des opérateurs (montage, démontage, modification sensible, utilisation) 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

50	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , - en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
23	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
115	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX Se conformer à la fiche de donnée de sécurité pour l'utilisation et le stockage de produits dangereux L'utilisation de produit à base de solvant et inflammable sera faite dans des zones fortement ventilées. Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Fournir les notices d'utilisation rédigées en français aux utilisateurs, et les expliquer clairement. Fournir les équipements spécifique requis dans les fiches de données de sécurité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
74 	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Matérialisation des zones dangereuses Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> • panneaux attention DANGER de MORT • panneaux attention COURANT ELECTRIQUE • panneaux attention TREMIES • panneaux attention MONTAGE (préciser) EN COURS • protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
94	RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits. <ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail. • Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier. • Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	
95	DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION La nature et la proximité des activités de l'établissement interfèrent avec le chantier ce qui implique de mettre en oeuvre certaines mesures de prévention . Après concertation avec le chef d'établissement, ces mesures pourront porter sur l'adaptation des matériels, des installations et des conditions d'intervention.	Tous interv.	Tous interv.	
114 	Produits dangereux <u>Gaz ou vapeurs</u> Il est impératif de tenir compte que les différentes armoires présentes tout autour du bâtiment contiennent des gaz spéciaux . Ces armoires devront être matérialiser en conséquences ainsi que les réseaux allant des armoires jusqu'aux pénétrations dans le bâtiment	VRD	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

	DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER			
	Procédures			
96	Nous communiquer les procédures en vigueur dans votre établissement dont la mise en oeuvre par les entreprises du chantier est rendue obligatoire.	Etab. en activité	Toutes entrep.	
	<u>Permis de feu</u>			
98	Nous communiquer la procédure de "permis de feu" dont la mise en oeuvre par les entreprises réalisant des travaux par points chauds, est rendue obligatoire.	Etab. en activité	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
	<u>Consignation des réseaux</u>			
97	Nous communiquer la procédure relative à la consignation des réseaux sur lesquels ou à proximité desquels les entreprises du chantier auront à intervenir.	Etab. en activité	Toutes entrep.	
	Consignes			
117	<ul style="list-style-type: none"> • Le permis feu est obligatoire quotidiennement. • Des enquêtes préalables doivent être faites avant de pouvoir laisser le personnel accéder à l'intérieur des locaux • Tenir compte du fait que les locaux sont utilisés avec manipulations de gaz spéciaux et réalisation de travaux possiblement dangereux. • Il est strictement interdit de fumer ailleurs que dans l'espace fumeur qui devra être matérialisé sur le chantier • Le point de rassemblement étant très proche de la zone travaux il devra être déplacé avant démarrage du chantier. • Le futur local de stockage gaz sera préalablement vidé de tous ces produits dangereux 	Etab. en activité	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
66	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
116	Numéros d'appel d'urgence - Cas général N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> SAMU : 15 ou 112 à partir d'un téléphone fixe ou mobile. 114 pour les sourds et malentendants Police ou Gendarmerie : 17 Sapeurs pompiers : 18 Affichage au droit du poste téléphonique	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
67	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
30	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

40	<p>TRAVAILLEURS ISOLES</p> <p>Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

6. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

6.1. MODALITÉS DE COOPÉRATION : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
2	MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
53	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
51	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	INSA CENTRE VAL DE LOIRE 3 RUE DE LA CHOCOLATERIE CS 23410 41000 BLOIS France		0681194262 guillaume.martin_halaire@insa-cvl.fr
Maître d'ouvrage personne physique	INSA 88 Boulevard Lahitollé 18000 BOURGES France	M. MARTIN-HALAIRE Guillaume	0248484081 0681194262 guillaume.martin_halaire@insa-cvl.fr
Maître d'oeuvre	SEITH Le César Rue Jean Monnet 18570 LE SUBDRAY France	M. JOLIVAT Renaud	0248232233 0248232230 seith@seith.fr
Contrôleur technique de construction	APAVE PARISIENNE SAS 11 Rue Macdonald 18000 BOURGES France	M. DONADIEU Jean-Baptiste	0248509620 jean-baptiste.donadieu@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES 11 Rue Macdonald 18000 BOURGES France	Mme GERVAIS MARIE ALINE	0761134844 0761134844 marie-aline.gervais@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BOURGES 11 Rue Macdonald 18000 BOURGES France	Mme GERVAIS MARIE ALINE	0761134844 0761134844 marie-aline.gervais@apave.com

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE 18 Centre Administratif Condé 2 rue Victor Hugo 18013 BOURGES CEDEX France		0248271010 ddetspp-uc1@cher.gouv.fr
CRAM	CARSAT CENTRE 36 rue Xaintrailles CS 4406 45044 ORLEANS France	M. SOULARUE Julien	0764869740 julien.soularue@carsat-centr e.fr
OPPBTP	OPPBTP CENTRE VAL DE LOIRE 3 rue du Greffoir 45000 ORLEANS France	M. DECAUDIN Cyril	0338836021 0617353072 0238614708 cyril.decaudin@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	VRD	<i>Non désigné</i>							
02	Fluides industriels et électricité	<i>Non désigné</i>							
03	Finitions	<i>Non désigné</i>							

7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- En cours de rédaction par SEITH sera joint au DCE

7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- En cours de rédaction par SEITH sera joint au DCE

7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.